

§ 3. - Wordt het in § 1 vermeld besluit van de Regering binnen vijftien maanden na zijn bekendmaking in het *Belgische Staatsblad* niet door het Parlement bekrachtigd, dan wordt het geacht opgeheven te zijn.

Inwerkingtreding

**Art. 132.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Gegeven te Eupen op 27 juni 2005.

K.-H. LAMBERTZ,

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
Minister van Lokale Besturen

B. GENTGES,

Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme

O. PAASCH,

Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Mevr. I. WEYKMANS,

Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport

—  
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

*Stukken van het parlement.* — 35 (2004-2005) 1 : Ontwerp van decreet

35 (2004-2005) 2 : Amendementen + erratum

35 (2004-2005) 3 : Tekst aangenomen door de Commissie II voor cultuur

35 (2004-2005) 4 : Amendement van de tekst aangenomen door de Commissie

35 (2004-2005) 5 : Verslag

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 27 juni 2005

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2202

[2005/202177]

#### 20 JUILLET 2005. — Décret relatif aux subventions pour la promotion touristique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup> — Dispositions générales

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Du champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

##### CHAPITRE 2. — Des définitions

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> attraction touristique : le lieu de destination constitué d'un ensemble d'activités et de services intégrés clairement identifiables, exploité de façon régulière comme pôle d'intérêt naturel, culturel ou récréatif et aménagé dans le but d'accueillir touristes, excursionnistes et visiteurs locaux sans réservation préalable;

2<sup>o</sup> site touristique : le lieu bénéficiant d'une notoriété internationale d'un point de vue touristique.

#### TITRE II. — Des subventions

##### CHAPITRE I<sup>er</sup> — Des subventions aux organismes touristiques

**Art. 3.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder aux fédérations provinciales du tourisme, maisons du tourisme, offices du tourisme et syndicats d'initiative reconnus une subvention pour la réalisation d'actions ou de campagnes de promotion touristique de leur ressort respectif.

La subvention de la Région wallonne porte notamment sur :

1<sup>o</sup> la conception, la réalisation et l'impression de supports de diffusion de la campagne;

2<sup>o</sup> la conception, la réalisation ou la réorganisation d'un site internet selon les modalités définies par le Gouvernement;

3<sup>o</sup> les droits d'auteurs nécessaires à la mise en œuvre des actions visées aux points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

La taxe sur la valeur ajoutée peut être subventionnée dans la mesure où elle ne peut pas être récupérée par le demandeur.

**Art. 4.** Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'article 3.

CHAPITRE II. — *Des subventions pour la réalisation d'actions ou de campagnes de promotion d'attractions touristiques ou de sites touristiques*

**Art. 5.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses relatives à la réalisation d'actions ou de campagnes de promotion d'attractions touristiques ou de sites touristiques.

La subvention de la Région wallonne porte notamment sur :

1° la conception, la réalisation et l'impression de supports de diffusion de la campagne;

2° la conception, la réalisation ou la réorganisation d'un site internet selon les modalités définies par le Gouvernement;

3° les droits d'auteurs nécessaires à la mise en œuvre des actions visées aux points 1° et 2°.

La taxe sur la valeur ajoutée peut faire l'objet d'une subvention dans la mesure où elle ne peut pas être récupérée par le demandeur.

**Art. 6.** Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'article 5.

CHAPITRE III. — *Des subventions pour la réalisation d'actions ou de campagnes de promotion par des associations à vocation touristique régionale*

**Art. 7.** Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses relatives à la réalisation d'actions ou de campagnes de promotion par des associations à vocation touristique régionale.

La subvention de la Région wallonne porte notamment sur :

1° la conception, la réalisation et l'impression de supports de diffusion de la campagne;

2° la conception, la réalisation ou la réorganisation d'un site internet selon les modalités définies par le Gouvernement;

3° les droits d'auteurs nécessaires à la mise en œuvre des actions visées aux points 1° et 2°.

Par association à vocation touristique régionale, on entend toute association sans but lucratif répondant à l'une des conditions suivantes :

1° avoir pour objet social la promotion d'un produit touristique correspondant à l'un des thèmes déterminés annuellement ou pluriannuellement par le Gouvernement;

2° avoir pour membres les titulaires d'autorisation représentant au moins 10 % des établissements d'hébergement touristique situés en région de langue française, à condition que ces établissements soient répartis dans au moins trois provinces et appartiennent à l'une des catégories suivantes :

a) établissements hôteliers;

b) chambres d'hôtes, gîtes ruraux et gîtes citadins;

c) chambres d'hôtes à la ferme et gîtes à la ferme;

d) terrains de camping touristique;

e) meublés de vacances;

f) villages de vacances;

3° être reconnue comme association de tourisme social;

4° assurer la promotion d'un produit touristique se retrouvant sur le territoire d'au moins trois provinces de la Région wallonne.

La taxe sur la valeur ajoutée peut faire l'objet d'une subvention dans la mesure où elle ne peut pas être récupérée par l'association demanderesse.

**Art. 8.** Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'article 7.

CHAPITRE IV. — *Des conditions d'octroi des subventions*

*Section 1<sup>re</sup>* — Des subventions aux organismes touristiques

**Art. 9.** Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article 3 lorsque :

1° le demandeur est une fédération provinciale du tourisme, une maison du tourisme, un office du tourisme ou un syndicat d'initiative reconnu;

2° l'action ou la campagne de promotion touristique s'inscrit dans la politique générale menée par la Région wallonne en matière de tourisme;

3° l'action ou la campagne de promotion touristique est cohérente avec les actions et campagnes de promotion touristique menées par le Commissariat général au tourisme et l'Office de promotion du tourisme;

4° l'action ou la campagne de promotion touristique assure la promotion de l'ensemble du ressort géographique du demandeur ou la promotion intégrée de plusieurs sites touristiques ou attractions touristiques situés dans le ressort géographique du demandeur;

5° l'action ou la campagne de promotion touristique est majoritairement mise en œuvre dans un ressort géographique dépassant celui du demandeur;

6° le demandeur produit, à l'appui de sa demande, le dossier visé à l'article 19.

*Section 2. — Des subventions pour la réalisation d'actions  
ou de campagnes de promotion d'attractions touristiques ou de sites touristiques*

**Art. 10.** Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article 5 lorsque :

- 1° le demandeur est le gestionnaire ou l'exploitant d'un ou plusieurs sites touristiques ou attractions touristiques;
- 2° l'action ou la campagne de promotion touristique s'inscrit dans la politique générale menée par la Région wallonne en matière de tourisme;
- 3° l'action ou la campagne de promotion touristique est cohérente avec les actions et campagnes menées par la (les) maison(s) du tourisme dans le ressort de laquelle (desquelles) est localisé le site touristique ou l'attraction touristique;
- 4° l'action ou la campagne de promotion touristique est majoritairement mise en œuvre dans un ressort géographique dépassant celui de la (des) maison(s) du tourisme dans le ressort de laquelle (desquelles) est localisé le site touristique ou l'attraction touristique;
- 5° le demandeur produit, à l'appui de sa demande, le dossier visé à l'article 19.

*Section 3. — Des subventions pour la réalisation d'actions  
ou de campagnes de promotion d'associations à vocation touristique régionale*

**Art. 11.** Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article 7 lorsque :

- 1° le demandeur est une association à vocation touristique régionale;
- 2° l'action ou la campagne de promotion touristique s'inscrit dans la politique générale menée par la Région wallonne en matière de tourisme;
- 3° l'action ou la campagne de promotion touristique est cohérente avec les actions et campagnes de promotion touristique menées par le Commissariat général au tourisme et l'Office de promotion du tourisme;
- 4° l'action ou la campagne de promotion touristique est notamment mise en œuvre en dehors du territoire de la Région wallonne de langue française;
- 5° le demandeur produit, à l'appui de sa demande, le dossier visé à l'article 19.

*Section 4. — Disposition commune*

**Art. 12.** Une même dépense ne peut pas faire l'objet de subventions octroyées sur la base des articles 3, 5 ou 7.

*CHAPITRE V. — Du taux et du montant de la subvention*

*Section 1<sup>re</sup>. — Des subventions aux organismes touristiques*

**Art. 13.** Le taux de la subvention visée à l'article 3 s'élève à 30 % du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique.

Pour les actions et campagnes de promotion touristique s'intégrant dans les thèmes déterminés annuellement ou pluriannuellement par le Gouvernement ou associant au moins deux maisons du tourisme, le taux de la subvention est porté à 50 % .

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le montant des subventions accordées annuellement sur la base de l'article 3 ne peut dépasser :

- 1° 5.000 euros par syndicat d'initiative et par office du tourisme;
- 2° 7.500 euros par fédération provinciale du tourisme;
- 3° 20.000 euros par maison du tourisme.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est augmenté de :

- a) 500 euros par commune membre de la maison du tourisme;
- b) 500 euros par attraction touristique située dans le ressort de la maison du tourisme au 1<sup>er</sup> janvier précédant la demande de subvention;
- c) 500 euros par tranche de 25 000 nuitées touristiques dans le ressort de la maison du tourisme pendant l'année précédant celle de la demande de subvention.

Le montant total des subventions octroyées annuellement, sur la base de l'article 3, à une maison du tourisme ne peut toutefois excéder 75.000 euros.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention, détermine le montant des subventions accordées au syndicat d'initiative, à l'office du tourisme, à la maison du tourisme ou à la fédération provinciale du tourisme depuis le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de la demande.

La subvention ne peut dépasser le montant égal à la différence entre le plafond prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> et le montant déterminé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> de ce paragraphe.

La subvention ne peut en outre excéder la différence entre le montant total des dépenses subventionnables en vertu de l'article 4 et les recettes qui y sont directement liées, notamment d'autres aides publiques, la vente d'espaces commerciaux ou publicitaires, le sponsoring et le mécénat.

§ 3. Le Gouvernement peut adapter les montants prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation du mois de l'entrée en vigueur du présent décret selon la formule :

Montant prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> x indice nouveau  
indice de départ,

l'indice de départ étant celui de l'entrée en vigueur du présent décret et l'indice nouveau celui du mois de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, le montant adapté sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup> est arrondi à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

*Section 2. — Des subventions pour la réalisation d'actions  
ou de campagnes de promotion de sites touristiques ou d'attractions touristiques*

**Art. 15.** Le taux de la subvention visée à l'article 5 s'élève à 20 % du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique.

Le taux de la subvention visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est majoré :

1° de 10 % pour les actions et campagnes de promotion touristique s'intégrant dans les thèmes déterminés annuellement ou pluriannuellement par le Gouvernement;

2° de 10 % lorsque le demandeur est le titulaire d'une autorisation d'utiliser la dénomination "attraction touristique", pour autant que celle-ci jouisse d'un classement d'au moins trois soleils;

3° de 10 % lorsqu'il s'agit d'actions ou de campagnes de promotion touristique intégrant au minimum trois sites touristiques ou attractions touristiques.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le montant total des subventions accordé pour la promotion d'un site touristique ou d'une attraction touristique ne peut dépasser 100.000 euros par période de trois ans, même s'il y a changement de propriétaire, de gestionnaire ou d'exploitant.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention pour la promotion d'un site touristique ou d'une attraction touristique, détermine le montant des aides de minimis accordées pour ce site touristique ou cette attraction touristique au cours des deux exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée.

La subvention ne peut dépasser le montant égal à la différence entre le plafond prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> et le montant déterminé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention ne peut en outre excéder la différence entre le montant total des dépenses subventionnables en vertu de l'article 6 et les recettes qui y sont directement liées, notamment d'autres aides publiques, la vente d'espaces commerciaux ou publicitaires, le sponsoring et le mécénat.

§ 3. Lorsque le montant d'une subvention atteint le plafond prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, une nouvelle subvention ne peut être octroyée que sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt deux ans après l'engagement de la subvention précédente.

§ 4. Le Commissariat général au tourisme informe le bénéficiaire de la subvention du caractère de minimis de cette aide conformément à l'article 3 du Règlement n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides de minimis.

*Section 3. — Des subventions pour la réalisation d'actions  
ou de campagnes de promotion d'associations à vocation touristique régionale*

**Art. 17.** Le taux de la subvention visée à l'article 7 s'élève à 30 % du coût de l'action ou de la campagne de promotion touristique.

Pour les actions et campagnes de promotion touristique s'intégrant dans les thèmes déterminés annuellement ou pluriannuellement par le Gouvernement, le taux est porté à 50 %.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le montant total des subventions octroyées à une association à vocation touristique régionale ne peut dépasser 100.000 euros par période de trois ans.

§ 2. Le Commissariat général au tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention pour la promotion d'une association à vocation touristique régionale, détermine le montant des aides de minimis accordées pour cette association au cours des deux exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée.

La subvention ne peut dépasser le montant égal à la différence entre le plafond prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> et le montant déterminé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention ne peut en outre excéder la différence entre le montant total des dépenses subventionnables en vertu de l'article 7 et les recettes qui y sont directement liées, notamment d'autres aides publiques, la vente d'espaces commerciaux ou publicitaires, le sponsoring et le mécénat.

§ 3. Lorsque le montant d'une subvention atteint le plafond prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, une nouvelle subvention ne peut être octroyée que sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt deux ans après l'engagement de la subvention précédente.

§ 4. Le Commissariat général au tourisme informe le bénéficiaire de la subvention du caractère de minimis de cette aide conformément à l'article 3 du Règlement n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides de minimis.

*CHAPITRE VI. — Des procédures d'octroi, de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

**Art. 19.** La demande d'octroi d'une subvention est formulée par écrit au Commissariat général au tourisme.

Le Gouvernement arrête le contenu et détermine la forme de la demande de subvention. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter.

**Art. 20.** Toute personne qui demande l'octroi d'une subvention autorise par le fait même le Gouvernement à faire procéder sur place à toute vérification jugée utile.

Le refus de se soumettre à ces vérifications ou l'entrave à celles-ci entraîne la présomption réfragable qu'il n'est pas satisfait aux conditions d'octroi fixées, selon le cas, à l'article 9, 10, 11 ou 12.

**Art. 21.** La liquidation des subventions est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1° les actions et campagnes de promotion doivent être exécutées au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande de subvention est introduite et au plus tard le 31 octobre de l'année qui suit celle de l'engagement budgétaire de la subvention;

2° les dates des factures détaillées relatives aux actions et campagnes visées au point 1° doivent être comprises entre les deux dates qui y sont visées;

3° les factures originales, d'un montant minimal de 75 euros chacune, doivent être produites;

4° le bénéficiaire doit produire les preuves de la mise en œuvre effective des actions et campagnes de promotion pour lesquelles la subvention a été octroyée.

**Art. 22.** La subvention est liquidée à celui qui finance les actions ou campagnes de promotion, sur la base des factures produites.

**Art. 23.** Le Gouvernement contrôle le respect des conditions fixées aux articles 9, 10, 11, 12 et 21.

Le refus de se soumettre à un contrôle ou l'entrave à un contrôle entraîne la présomption que le bénéficiaire de la subvention ne respecte pas les conditions fixées à l'article 9, 10, 11, 12 ou 21.

### TITRE III. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

**Art. 24.** L'arrêté royal du 14 février 1967 réglant l'octroi de subventions de propagande touristique et l'arrêté ministériel du 6 mars 1967 réglant la procédure d'introduction des demandes de subvention de propagande touristique sont abrogés.

**Art. 25.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, remplacer les termes "en son absence" par les termes "sur délégation expresse ou en cas d'incapacité".

A l'article 6, alinéa 4, du même décret, supprimer les termes "et au commissaire général adjoint".

**Art. 26.** A l'article 8, alinéa 2, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, remplacer les termes "de transfert et de mise à disposition" par les termes "de mutation" et les termes "permutation entre le Commissariat général au tourisme et la Région wallonne" par les termes "mutation des membres du Commissariat général au tourisme vers la Région wallonne".

**Art. 27.** Dans le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, insérer, après l'article 42, un nouveau chapitre IV intitulé "Des fusions de maisons du tourisme" comprenant les articles suivants :

« Art. 42bis. La fusion de maisons du tourisme est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Art. 42ter. Les maisons du tourisme qui désirent fusionner sollicitent l'approbation du Gouvernement par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception adressée au Commissariat général au tourisme.

Dans les quinze jours de la réception de cette demande, le Commissariat général au tourisme transmet le projet de fusion pour avis aux fédérations provinciales concernées et aux conseils communaux concernés. Les fédérations provinciales concernées et les conseils communaux concernés rendent un avis motivé à propos de la fusion envisagée et le notifient au Commissariat général au tourisme et, par lettre recommandée à la poste, aux maisons du tourisme demanderesses dans les quarante-cinq jours à dater du moment où le dossier leur est transmis. L'avis des conseils communaux doit faire état de l'avis de chaque organisme touristique reconnu et actif sur leur territoire. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Gouvernement.

Dans les septante-cinq jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Commissariat général au tourisme adresse un rapport au Gouvernement.

Le Gouvernement approuve ou impute la fusion et notifie sa décision aux maisons du tourisme concernées, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans les quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'absence de notification aux maisons du tourisme demanderesses dans le délai imparti équivaut à une décision d'approbation.

Le Gouvernement adresse une copie des décisions d'approbation ou d'improbation de fusion aux fédérations provinciales du tourisme concernées et aux conseils communaux concernés.

Art. 42quater. En cas de fusion de maisons du tourisme, les montants prévus à l'article 39, alinéa 2, sont doublés à condition que les centres d'accueil de toutes les maisons du tourisme fusionnées et les horaires d'ouverture fixés dans leur contrat-programme respectif soient maintenus.

Art. 42quinquies. Les articles 42bis à 42quater entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2007. »

**Art. 28.** A l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, b), du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, remplacer les termes "avec la fédération provinciale du tourisme concernée" par les termes "avec la ou les fédérations provinciales du tourisme concernées".

Aux articles 19, alinéa 3, et 25, alinéa 2, du même décret, remplacer les termes "de la fédération provinciale du tourisme concernée" par les termes "de la ou des fédérations provinciales du tourisme concernées".

Aux articles 19, alinéa 3, 24, § 2, alinéa 2, et 25, alinéa 4, du même décret, remplacer les termes "à la fédération provinciale du tourisme concernée" par les termes "aux fédérations provinciales du tourisme concernées".

A l'article 24, § 2, alinéa 2, du même décret, remplacer les termes "La fédération provinciale du tourisme" par les termes "La ou les fédérations provinciales du tourisme".

A l'article 25, alinéa 2, du même décret, remplacer les termes "de la fédération provinciale du tourisme concernée" par les termes "des fédérations provinciales du tourisme concernées".

Aux articles 25, alinéa 4, 24, § 2, alinéa 2, et 28, alinéa 2, du même décret, remplacer les termes "à la fédération provinciale du tourisme concernée" par les termes "aux fédérations provinciales du tourisme concernées".

**Art. 29.** A l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, ajouter un 6<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

"6<sup>o</sup> avoir entre 20 et 40 % des membres de leurs organes sociaux qui soient représentatifs des opérateurs touristiques de leur ressort."

**Art. 30.** A l'article 19, alinéa 3, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, supprimer les termes "de l'Office de promotion du tourisme".

**Art. 31.** A l'article 30, alinéa 3, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, supprimer les termes "si elle existe".

**Art. 32.** A l'article 35, alinéa 2, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, remplacer les termes "d'agrément" par les termes "de reconnaissance".

**Art. 33.** A l'article 46, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, insérer les termes "du 18 décembre 2003" entre le terme "décret" et les termes "relatif aux établissements d'hébergement touristique".

**Art. 34.** Dans le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, insérer, après l'article 65, l'article suivant :

"Art. 65bis. Les maisons du tourisme qui, à la date de l'entrée en vigueur du décret, ne satisfont pas à la condition fixée à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ou à celle fixée à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, disposent d'un délai de six mois pour s'y conformer."

**Art. 35.** Dans le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, insérer, après le nouvel article 65*bis*, un nouvel article libellé comme suit :

"Art. 65*ter*. Par dérogation à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du Conseil supérieur du tourisme et des comités techniques sont nommés dans les six mois qui suivent la publication au *Moniteur belge* du présent article. Leur mandat est valable jusqu'au prochain renouvellement opéré conformément à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Toutefois, le Conseil supérieur du tourisme et les comités techniques siègent valablement tant que leur renouvellement n'a pas été opéré."

**Art. 36.** A l'article 73, *in fine*, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, insérer un alinéa rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les bâtiments offrant le logement exclusivement à des groupes membres d'une organisation de jeunesse, reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne, sont soumis aux normes de sécurité-incendie fixées par le Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine."

**Art. 37.** L'article 112, alinéa 3, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique est remplacé par le texte suivant :

"Aucune subvention n'est accordée pour des travaux consécutifs à des dégâts causés par les eaux dans une partie inondable dans un terrain de camping touristique."

**Art. 38.** A l'article 123 du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, ajouter un alinéa 2 libellé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, aucun montant minimal n'est exigé pour les factures concernant des acquisitions, travaux et honoraires ayant pour objet la mise en conformité aux normes de base ou normes de sécurité spécifique."

**Art. 39.** A l'article 12, alinéa 4, du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif aux attractions touristiques, ajouter les termes "et d'attribution du classement le plus bas" après les termes "d'acceptation".

**Art. 40.** A l'article 2, 4<sup>o</sup>, alinéa 2, a), du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades, remplacer le mot "toponymique" par les termes "d'information".

A l'article 2, 4<sup>o</sup>, alinéa 2, f), du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades, remplacer les termes "panneaux d'information" par les termes "balises toponymiques".

**Art. 41.** A l'article 2, 4<sup>o</sup>, alinéa 2, d), du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades, remplacer les termes "à emprunter" par les termes "à suivre".

**Art. 42.** A l'article 6 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades, insérer un nouvel alinéa libellé comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'itinéraire permanent fait partie d'un réseau d'itinéraires international de grande taille, il doit, pour être autorisé, uniquement satisfaire aux conditions 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> prévues à l'alinéa précédent."

**Art. 43.** A l'article 46 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades, insérer un nouvel alinéa libellé comme suit :

"Les balises des réseaux d'itinéraires permanents, apposées avant l'entrée en vigueur du présent décret, peuvent être maintenues à condition que le signe normalisé ait fait l'objet d'un arrêté ministériel d'approbation sur la base des articles 196 et suivants du Code forestier."

**Art. 44.** Les articles 36 à 38 du présent décret entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

**Art. 45.** Dans le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades, remplacer l'intitulé du titre IV par l'intitulé "Des infractions et des sanctions" et insérer avant l'article 36 un nouveau chapitre, intitulé "Chapitre premier - Des amendes administratives" comprenant les dispositions suivantes :

"Art. 35*bis*. § 1<sup>er</sup>. Celui qui utilise illicitement le signe régional de reconnaissance, procède au balisage d'un itinéraire permanent sans autorisation ou à l'aide de signes non conformes aux balises visées à l'article 2 ou maintient un itinéraire permanent sans autorisation ou indiqué par des signes non conformes aux balises visées à l'article 2 encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 10.000 euros.

Celui qui détruit, détériore ou enlève volontairement de quelque façon que ce soit des balises d'un itinéraire balisé encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 10.000 euros.

Celui qui vend une carte de promenades subventionnée ou un descriptif de promenade subventionné à un prix excédant 8 euros encourt une amende administrative dont le montant ne peut excéder 2.000 euros.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le Ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, sauf en cas de classement sans suite.

L'amende administrative est infligée par le Commissariat général au tourisme.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis par le Commissariat général au tourisme au Ministère public dans les quinze jours de sa rédaction.

Le Ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au Commissariat général au tourisme sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le Ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé ou dans l'hypothèse d'un classement sans suite, le Commissariat général au tourisme décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du Commissariat général au tourisme fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du Commissariat général au tourisme introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Il notifie simultanément copie de ce recours au Commissariat général au tourisme. Le recours, de même que le délai pour former recours, suspendent l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du Commissariat général au tourisme ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la division de la trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent article est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise trois ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article.

Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de perception de l'amende."

**Art. 46.** Dans le même décret, insérer, avant l'article 38, le titre "Chapitre 2 — *De sanctions pénales*".

**Art. 47.** Dans le même décret, insérer, avant l'article 39, le titre "Chapitre 3 — *De la surveillance et de la constatation des infractions*".

**Art. 48.** Dans le même décret, remplacer l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, par le texte suivant :

"§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement sont chargés de veiller au respect des règles fixées par ou en vertu du présent décret. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° requérir l'assistance de la police;

2° procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tout examen, contrôle et enquête et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour s'assurer que les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont respectées, et notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance et établir de ces auditions des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire;

b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé."

**Art. 49.** Dans le même décret, remplacer l'article 39, alinéa 3, par le texte suivant :

"§ 2. En cas d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent :

1° fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le Commissariat général au tourisme informe le Procureur du Roi des dispositions prises; à l'expiration du délai, ou, selon le cas, de la prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport; le Commissariat général au tourisme le transmet, par lettre recommandée à la poste, dans les dix jours, au contrevenant et au Procureur du Roi;

2° dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; le Commissariat général au tourisme transmet ce procès-verbal, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au Procureur du Roi et au contrevenant, et ce, dans les dix jours qui suivent la date à laquelle il est établi ou de l'expiration du délai visé au point 1°.

Une copie en est adressée dans le même délai au bourgmestre de la commune où est situé l'itinéraire touristique concerné et, par lettre recommandée à la poste, à son gestionnaire et au titulaire de l'autorisation."

#### CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

**Art. 50.** Les subventions octroyées sur la base de l'arrêté royal du 14 février 1967 réglant l'octroi de subventions de propagande touristique et de l'arrêté ministériel du 6 mars 1967 réglant la procédure d'introduction des demandes de subvention de propagande touristique restent soumises à ces textes.

**Art. 51.** L'instruction des demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret est poursuivie selon les dispositions en vigueur avant cette date.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 52.** Le Gouvernement peut codifier les dispositions du présent décret avec les dispositions des autres décrets applicables en matière de tourisme.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à codifier;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3° modifier la rédaction des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

La codification portera l'intitulé "Code wallon du tourisme".

Le Gouvernement est également habilité à adapter les références aux dispositions codifiées en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> qui sont contenues dans d'autres textes.

**Art. 53.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception des articles 36 et 52 qui entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 2005.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,  
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil 157 (2004-2005) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 13 juillet 2005.

Discussion - Vote.

VERTALING

### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2202

[2005/202177]

**20 JULI 2005. — Decreet betreffende de subsidies voor de bevordering van het toerisme (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### **TITEL I. — Algemene bepalingen**

##### **HOOFDSTUK I. — Toepassingsveld**

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

##### **HOOFDSTUK II. — Begripsomschrijvingen**

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> toeristische bezienswaardigheid : de plaats van bestemming, bestaande uit een geheel van geïntegreerde en duidelijk identificeerbare activiteiten en diensten, die op regelmatige wijze uitgebraat wordt als natuurlijke, culturele of recreatieve waardevolle kern en die aangelegd is met het doel toeristen, dagtoeristen en plaatselijke bezoekers zonder voorafgaandelijke reservering te ontvangen;

2<sup>o</sup> toeristische trekpleister : plaats die internationale bekendheid geniet op toeristisch vlak.

#### **TITEL II. — Subsidies**

##### **HOOFDSTUK I. — Subsidies aan de toeristische instellingen**

**Art. 3.** Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de erkende provinciale federaties voor toerisme, huizen voor toerisme, diensten voor toerisme en VVV's een subsidie voor het voeren van acties of campagnes ter bevordering van het toerisme in hun respectievelijk gebied.

De subsidie van het Waalse Gewest heeft met name betrekking op :

1<sup>o</sup> het uitdenken, de verwezenlijking en het afdrucken van basisdragers ter verspreiding van de campagne;

2<sup>o</sup> het uitdenken, de verwezenlijking of de reorganisatie van een internetsite volgens de modaliteiten omschreven door de Regering;

3<sup>o</sup> de auteursrechten die nodig zijn voor de uitvoering van de acties bedoeld onder 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

De belasting op de toegevoegde waarde kan gesubsidieerd worden voorzover ze niet gec recupereerd kan worden door de aanvrager.

**Art. 4.** Van de uitgaven waarvoor een subsidie bedoeld in artikel 3 verleend kan worden, stelt de regering een nauwkeurige opgave vast.

HOOFDSTUK II. — *Subsidies voor de verwezenlijking van acties of campagnes ter bevordering van toeristische bezienswaardigheden of toeristische trekpleisters*

**Art. 5.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenbeide komen in de uitgaven betreffende de verwezenlijking van acties of campagnes ter bevordering van toeristische bezienswaardigheden of toeristische trekpleisters.

De subsidie van het Waalse Gewest heeft met name betrekking op :

- 1° het uitdenken, de verwezenlijking en het afdrukken van basisdragers ter verspreiding van de campagne;
- 2° het uitdenken, de verwezenlijking of de reorganisatie van een internetsite volgens de modaliteiten omschreven door de Regering;
- 3° de auteursrechten die nodig zijn voor de uitvoering van de acties bedoeld onder 1° en 2°.

De belasting op de toegevoegde waarde kan gesubsidieerd worden voorzover ze niet gerecupereerd kan worden door de aanvrager.

**Art. 6.** Van de uitgaven waarvoor een subsidie bedoeld in artikel 5 verleend kan worden, stelt de regering een nauwkeurige opgave vast.

HOOFDSTUK III. — *De subsidies voor de verwezenlijking van acties of promotiecampagnes door gewestelijke toeristische verenigingen*

**Art. 7.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenbeide komen in de uitgaven betreffende de verwezenlijking van acties of promotiecampagnes door gewestelijke toeristische verenigingen.

De subsidie van het Waalse Gewest heeft met name betrekking op :

- 1° het uitdenken, de verwezenlijking en het afdrukken van basisdragers ter verspreiding van de campagne;
- 2° het uitdenken, de verwezenlijking of de reorganisatie van een internetsite volgens de modaliteiten omschreven door de Regering;
- 3° de auteursrechten die nodig zijn voor de uitvoering van de acties bedoeld onder 1° en 2°.

Onder gewestelijke toeristische vereniging wordt verstaan elke vereniging zonder winst oogmerk die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° het promoten als maatschappelijk doel hebben van een toeristisch product dat overeenkomt met één van de thema's die jaarlijks of meerjaarlijks worden bepaald door de Regering;

2° houders van een vergunning als lid hebben die minstens 10 % van de toeristische logiesverstreckende inrichtingen die in het Franse taalgebied gevestigd zijn, vertegenwoordigen, op voorwaarde dat deze inrichtingen over minstens drie provincies verspreid zijn en tot één van de volgende categorieën behoren :

- a) hotelverblijven;
- b) gastenkamers, landelijke vakantiewoningen, vakantiewoningen in de stad;
- c) gastenkamers op de hoeve en vakantiewoningen op de hoeve;
- d) toeristische kampeerterreinen;
- e) gemeubileerde vakantiewoningen;
- f) vakantie dorpen;

3° als vereniging voor sociaal toerisme erkend zijn;

4° een toeristisch product promoten dat op het grondgebied van minstens drie in het Waalse Gewest gelegen provincies voorkomt.

De belasting op de toegevoegde waarde kan gesubsidieerd worden voorzover ze niet gerecupereerd kan worden door de vragende vereniging.

**Art. 8.** Van de uitgaven waarvoor een subsidie bedoeld in artikel 7 verleend kan worden, stelt de regering een nauwkeurige opgave vast.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden voor de toekenning van de subsidies*

*Afdeling 1. — Subsidies aan de toeristische instellingen*

**Art. 9.** De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel 3 toekennen als :

1° de aanvrager een erkende provinciale federatie voor toerisme, een huis voor toerisme, een dienst voor toerisme of een VVV is;

2° de actie of toeristische promotiecampagne in het algemeen beleid kadert dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;

3° de actie of toeristische promotiecampagne coherent is met de acties en toeristische promotiecampagnes gevoerd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme en de Dienst voor de bevordering van het toerisme;

4° de actie of toeristische promotiecampagne voor de bevordering zorgt van heel het geografisch gebied van de aanvrager of de geïntegreerde bevordering verzekert van meerdere toeristische trekpleisters of toeristische bezienswaardigheden die in het geografisch gebied van de aanvrager gevestigd zijn;

5° de actie of toeristische promotiecampagne grotendeels gevoerd wordt in een geografisch gebied dat het gebied van de aanvrager overschrijdt;

6° de aanvrager ter staving van zijn verzoek het dossier bedoeld in artikel 19 voorlegt.

*Afdeling 2. — Subsidies voor de verwezenlijking van acties of campagnes ter bevordering van toeristische bezienswaardigheden of toeristische trekpleisters*

**Art. 10.** De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel 5 toekennen als :

1° de aanvrager de beheerder of uitbater is van meerdere toeristische trekpleisters of toeristische bezienswaardigheden;

2° de actie of toeristische promotiecampagne in het algemeen beleid kadert dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;

3° de actie of toeristische promotiecampagne coherent is met de acties en campagnes gevoerd door het huis (de huizen) voor toerisme in het gebied waarvan de toeristische trekpleister of toeristische bezienswaardigheid gevestigd is;

4° de actie of toeristische promotiecampagne grotendeels gevoerd wordt in een geografisch gebied dat het gebied overschrijdt van het huis (de huizen) voor toerisme in het gebied waarvan de toeristische trekpleister of toeristische bezienswaardigheid gevestigd is;

5° de aanvrager ter staving van zijn verzoek het dossier bedoeld in artikel 19 voorlegt.

*Afdeling 3. — De subsidies voor de verwezenlijking van acties of promotiecampagnes door gewestelijke toeristische verenigingen*

**Art. 11.** De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel 7 toekennen als :

1° de aanvrager een gewestelijke toeristische vereniging is;

2° de actie of toeristische promotiecampagne in het algemeen beleid kadert dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;

3° de actie of toeristische promotiecampagne coherent is met de acties of toeristische promotiecampagnes gevoerd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme en de Dienst voor de bevordering van het toerisme;

4° de actie of toeristische promotiecampagne namelijk wordt uitgevoerd buiten het grondgebied van het Franse taalgebied van het Waalse Gewest;

5° de aanvrager ter staving van zijn verzoek het dossier bedoeld in artikel 19 voorlegt.

*Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepaling*

**Art. 12.** Eenzelfde uitgave mag niet het voorwerp uitmaken van subsidies toegekend op grond van de artikelen 3, 5 of 7.

*HOOFDSTUK V. — Subsidiepercentage en -bedrag*

*Afdeling 1. — Subsidies aan de toeristische instellingen*

**Art. 13.** Het subsidiepercentage bedoeld in artikel 3 bedraagt 30 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne.

Voor de acties of toeristische promotiecampagnes opgenomen in de thema's die jaarlijks of meerjaarlijks door de Regering worden bepaald of die minstens twee huizen voor toerisme verenigen, wordt het percentage van de subsidie op 50 % gebracht.

**Art. 14. § 1.** Het bedrag van de subsidies die jaarlijks worden toegekend op grond van artikel 3 mag de volgende bedragen niet overschrijden :

1° 5.000 euro per VVV en per dienst voor toerisme;

2° 7.500 euro per provinciale federatie voor toerisme;

3° 20.000 euro per huis voor toerisme.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt verhoogd met :

a) 500 euro per gemeente die lid is van het huis voor toerisme;

b) 500 euro per toeristische bezienswaardigheid die op 1 januari die voorafgaat aan de aanvraag tot subsidiëring, gevestigd is op het gebied van het huis voor toerisme;

c) 500 euro per schijf van 25.000 toeristische nachten in het gebied van het huis voor toerisme tijdens het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de aanvraag tot subsidiëring.

Het totaalbedrag van de aan een huis voor toerisme jaarlijks toegekende subsidies op grond van artikel 3, mag echter niet 75.000 euro overschrijden.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het een subsidieaanvraag krijgt, het subsidiebedrag voor de VVV, de dienst voor toerisme, het huis voor toerisme of de provinciale federatie voor toerisme vanaf 1 januari van het jaar van de aanvraag.

De subsidie kan het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 1 en het bedrag bepaald overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf niet overschrijden.

De subsidie mag bovendien het verschil tussen het totaalbedrag van de krachtens artikel 4 subsidieerbare uitgaven en de inkomsten die er rechtstreeks mee verbonden zijn, niet overschrijden. Deze inkomsten bestaan o.a. uit overheidshulp, het verkopen van commerciële en publicitaire ruimtes, sponsoring en mecenaat.

§ 3. De regering mag de bedragen bepaald in paragraaf 1 aanpassen om rekening te houden met de waarde van de index der consumptieprijzen van de maand van inwerkingtreding van dit decreet, volgens de formule :

Bepaalde prijs in paragraaf 1 x Nieuwe index

Aanvankelijke index,

waarbij de aanvankelijke index, de index is van de maand van inwerkingtreding van dit decreet en de nieuwe index, de index van de maand waarop die inwerkingtreding verjaart.

In alle geval wordt het aangepaste bedrag afgerond naar de lagere eenheid, gesteld dat de decimaal lager zou zijn dan 50 en naar de hogere eenheid, mocht de decimaal gelijk zijn aan of hoger zijn dan 50.

*Afdeling 2. — Subsidies voor de verwezenlijking van acties of campagnes ter bevordering van toeristische bezienswaardigheden of toeristische trekpleisters*

**Art. 15.** Het percentage van de subsidie bedoeld in artikel 5 bedraagt 20 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne.

Het percentage van de subsidie bedoeld in het eerste lid wordt verhoogd met :

1° 10 % voor de acties of toeristische promotiecampagnes opgenomen in de thema's die jaarlijks of meerjaarlijks door de Regering worden bepaald;

2° 10 % als de aanvrager houder is van een vergunning om de benaming "toeristische bezienswaardigheid" te gebruiken, voor zover deze bezienswaardigheid in haar rangschikking over minstens drie zonnen beschikt;

3° 10 % als het gaat om acties of toeristische promotiecampagnes die betrekking hebben op minstens drie toeristische trekpleisters of toeristische bezienswaardigheden.

**Art. 16. § 1.** Het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend voor de bevordering van een toeristische trekpleister of een toeristische bezienswaardigheid mag geen 100.000 euro per periode van drie jaar overschrijden, zelfs bij verandering van eigenaar, beheerder of exploitant.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het een subsidieaanvraag krijgt voor een toeristische trekpleister of een toeristische bezienswaardigheid, het de minimis-subsidiebedrag voor die toeristische trekpleister of toeristische bezienswaardigheid in de loop van de twee begrotingsjaren voorafgaand aan het boekjaar waarin de aangevraagde subsidie, indien toegekend, vastgelegd zou worden.

De subsidie kan het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 1 en het bedrag bepaald overeenkomstig het eerste lid niet overschrijden.

De subsidie mag bovendien het verschil tussen het totaalbedrag van de krachtens artikel 6 subsidieerbare uitgaven en de inkomsten die er rechtstreeks mee verbonden zijn, niet overschrijden. Deze inkomsten bestaan o.a. uit overheidshulp, het verkopen van commerciële en publicitaire ruimtes, sponsoring en mecenaat.

§ 3. Indien het bedrag van een subsidie het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 1 bereikt, kan er enkel een nieuwe subsidie worden toegekend op grond van een nieuwe aanvraag, die pas ingediend kan worden twee jaar na de vastlegging van de vorige subsidie.

§ 4. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de subsidiegerechtigde in over het de minimis-karakter van die tegemoetkoming overeenkomstig artikel 3 van Verordening nr. 69/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun.

*Afdeling 3. — De subsidies voor de verwezenlijking van acties  
of promotiecampagnes door gewestelijke toeristische verenigingen*

**Art. 17.** Het percentage van de subsidie bedoeld in artikel 7 bedraagt 30 % van de kostprijs van de actie of toeristische promotiecampagne.

Voor de acties of toeristische promotiecampagnes opgenomen in de thema's die jaarlijks of meerjaarlijks door de Regering worden bepaald, wordt het percentage van de subsidie op 50 % gebracht.

**Art. 18.** § 1. Het totaalbedrag van de subsidies die worden verleend aan een gewestelijke toeristische vereniging mag geen 100.000 euro per periode van drie jaar overschrijden.

§ 2. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het een subsidieaanvraag krijgt voor de bevordering van een gewestelijke toeristische vereniging, het de minimis-subsidiebedrag voor die vereniging in de loop van de twee begrotingsjaren voorafgaand aan het boekjaar waarin de aangevraagde subsidie, indien toegekend, vastgelegd zou worden.

De subsidie kan het bedrag gelijk aan het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 1 en het bedrag bepaald overeenkomstig het eerste lid niet overschrijden.

De subsidie mag bovendien het verschil tussen het totaalbedrag van de krachtens artikel 7 subsidieerbare uitgaven en de inkomsten die er rechtstreeks mee verbonden zijn, niet overschrijden. Deze inkomsten bestaan o.a. uit overheidshulp, het verkopen van commerciële en publicitaire ruimtes, sponsoring en mecenaat.

§ 3. Indien het bedrag van een subsidie het maximumbedrag bedoeld in paragraaf 1 bereikt, kan er enkel een nieuwe subsidie worden toegekend op grond van een nieuwe aanvraag, die pas ingediend kan worden twee jaar na de vastlegging van de vorige subsidie.

§ 4. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de subsidiegerechtigde in over het de minimis-karakter van die tegemoetkoming overeenkomstig artikel 3 van Verordening nr. 69/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun.

*HOOFDSTUK VI. — Procedures voor de toekenning,  
de vereffening en de controle over het gebruik van de subsidies*

**Art. 19.** De aanvraag voor een subsidie dient per schrijven te worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

De regering stelt de inhoud vast en bepaalt de vorm van de subsidieaanvraag. Het aantal exemplaren dat het dossier dient te bevatten wordt nader bepaald door de Regering.

**Art. 20.** Elke persoon die vraagt dat een subsidie wordt toegekend, geeft daardoor de Regering de toelating om zonder verplaatsing elke nuttig geachte verificatie door te voeren.

De weigering om zich te onderwerpen aan die verificaties of het verhinderen ervan brengt het weerlegbare vermoeden teweeg dat niet voldaan wordt aan de toekenningsvoorwaarden vastgesteld, naargelang het geval, in de artikelen 9, 10, 11 of 12.

**Art. 21.** De uitbetaling van de subsidies wordt ondergeschikt gemaakt aan de naleving van volgende voorwaarden :

1° de acties en promotiecampagnes dienen uitgevoerd te zijn ten vroegste op 1 januari van het jaar tijdens hetwelke de aanvraag tot subsidie wordt ingediend en uiterlijk op 31 oktober van het jaar volgend op de budgettaire vastlegging van de subsidie;

2° de data van de omstandige facturen met betrekking tot de acties en campagnes bedoeld onder 1° dienen tussen de twee daar bedoelde data begrepen te zijn;

3° de originele facturen, met een minimumbedrag van 75 euro elk, dienen te worden voorgelegd;

4° de begunstigde dient de bewijzen te leveren van de effectieve uitvoering van de acties en promotiecampagnes waarvoor de subsidie is verleend.

**Art. 22.** De subsidie wordt vereffend aan degene die de acties of promotiecampagnes financiert, op grond van de overgelegde facturen.

**Art. 23.** De regering controleert of de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 9, 10, 11, 12 en 21 nageleefd worden.

De weigering om zich te onderwerpen aan een controle of het verhinderen ervan brengt het vermoeden teweeg dat de subsidiegerechtigde de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 9, 10, 11, 12 of 21 niet naleeft.

TITEL III. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 24.** Het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot regeling van de toekenning van subsidies voor toeristische propaganda en het ministerieel besluit van 6 maart 1967 waarbij regelen worden gesteld voor het indienen van de aanvragen om subsidies voor toeristische propaganda worden opgeheven.

**Art. 25.** In artikel 6, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme worden de bewoordingen "indien hij afwezig is" vervangen door de bewoordingen "op uitdrukkelijke delegatie of in geval van ongeschiktheid".

In artikel 6, vierde lid, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen "en de Adjunct-commissaris-generaal" geschrapt.

**Art. 26.** In artikel 8, tweede lid, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme worden de bewoordingen "voor de overplaatsing en voor hun terbeschikkingstelling ervan" vervangen door de bewoordingen "voor de overplaatsing" en de bewoordingen "permutatie tussen het Commissariaat-generaal voor Toerisme en het Waalse Gewest" door de bewoordingen "overplaatsing van de leden van het Commissariaat-generaal voor Toerisme naar het Waalse Gewest".

**Art. 27.** In het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme wordt na artikel 42 een nieuw hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt "Samenvoegingen van huizen voor toerisme". Dit hoofdstuk bevat de volgende artikelen :

"Art. 42bis. De samenvoeging van huizen voor toerisme is onderworpen aan de goedkeuring van de Regering.

Art. 42ter. De huizen voor toerisme die wensen te fuseren vragen de goedkeuring van de Regering bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het fusieproject voor advies over aan de betrokken provinciale federaties en de betrokken gemeenteraden. De betrokken provinciale federaties en de betrokken gemeenteraden geven inzake de voorziene samenvoeging een gemotiveerd advies, waarvan ze het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, bij ter post aangetekend schrijven, de vragende huizen voor toerisme kennis geven binnen een termijn van vijfenveertig dagen, die ingaat op de datum waarop het dossier hen toegezonden wordt. Het advies van de gemeenteraden maakt melding van het advies van elke erkende toeristische instelling die actief is op hun grondgebied. Bij gebrek aan kennisgeving van het advies binnen de voorgeschreven termijn, zet de Regering de procedure voort.

Binnen vijfenveertig dagen te rekenen vanaf het opsturen van het bericht van ontvangst bedoeld in het eerste lid, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een verslag aan de Regering.

De samenvoeging wordt door de Regering goedgekeurd of verworpen en haar beslissing wordt aan de betrokken huizen voor toerisme ter kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven binnen vier maanden te rekenen vanaf de verzending van het bericht van ontvangst bedoeld in het eerste lid.

Het gebrek aan kennisgeving aan de vragende huizen voor toerisme binnen de voorgeschreven termijn staat gelijk met een beslissing tot aanvaarding.

De Regering richt een afschrift van de beslissingen tot goedkeuring of verwerping van de samenvoeging aan de betrokken provinciale federaties voor toerisme en de betrokken gemeenteraden.

**Art. 42quater.** Bij samenvoeging van huizen voor toerisme worden de bedragen bedoeld in artikel 39, tweede lid, verdubbeld op voorwaarde dat de onthaalcentra van elk samengevoegd huis voor toerisme en de openingsuren vastgelegd in hun respectievelijk programma-overeenkomst in stand worden gehouden.

**Art. 42quinquies.** De artikelen 42bis tot en met 42quater treden in werking op 1 januari 2007."

**Art. 28.** In artikel 19, eerste lid, 5°, b), van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme worden de bewoordingen "met bedoelde provinciale federatie voor toerisme" vervangen door de bewoordingen "met bedoelde provinciale federatie(s) voor toerisme".

In de artikelen 19, derde lid, en 25, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "betrokken provinciale federatie voor toerisme" vervangen door de bewoordingen "betrokken provinciale federatie(s) voor toerisme".

In de artikelen 19, derde lid, 24, § 2, tweede lid, en 25, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "betrokken provinciale federatie voor toerisme" vervangen door de bewoordingen "betrokken provinciale federaties voor toerisme".

In artikel 24, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "De provinciale federatie voor toerisme" vervangen door de bewoordingen "De provinciale federatie(s) voor toerisme".

In artikel 25, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "van de provinciale federatie voor toerisme" vervangen door de bewoordingen "van de betrokken provinciale federaties voor toerisme".

In de artikelen 25, vierde lid, 24, § 2, tweede lid, en 28, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "betrokken provinciale federatie voor toerisme" vervangen door de bewoordingen "betrokken provinciale federaties voor toerisme".

**Art. 29.** In artikel 19, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme wordt een punt 6° toegevoegd luidend als volgt :

"6° tussen 20 en 40 % van de leden van hun sociale instellingen hebben die representatief zijn voor de toeristische operatoren van hun gebied."

**Art. 30.** In artikel 19, derde lid, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme worden de bewoordingen "van de Dienst voor de bevordering van het toerisme" geschrapt.

**Art. 31.** In artikel 30, derde lid, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme worden de bewoordingen "als ze bestaat" geschrapt.

**Art. 32.** In artikel 35, tweede lid, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme worden de bewoordingen "tot erkenning" vervangen door de bewoordingen "tot erkenning".

**Art. 33.** In artikel 46, 2°, 4°, 5° en 6°, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme worden de bewoordingen "van 18 december 2003" ingevoegd tussen de bewoording "decreet" en de bewoordingen "betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen".

**Art. 34.** In het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme wordt na artikel 65, het volgend artikel ingevoegd :

"Art. 65bis. De huizen voor toerisme die op de datum van inwerkingtreding van het decreet aan de voorwaarden vastgelegd bij artikel 19, eerste lid, 2°, of de voorwaarden vastgelegd bij artikel 19, eerste lid, 6°, niet voldoen, beschikken over een termijn van zes maanden om zich ernaar te schikken."

**Art. 35.** In het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme wordt na het nieuwe artikel 65bis, een nieuw artikel ingevoegd luidend als volgt :

"Art. 65ter. In afwijking van artikel 49, § 1, eerste lid, worden de leden van de Hoge raad voor toerisme en van de technische comités benoemd binnen zes maanden na de bekendmaking van dit artikel in het *Belgisch Staatsblad*. Hun mandaat blijft geldig tot het doorvoeren van de volgende hernieuwing overeenkomstig artikel 49, § 1, eerste lid. De Hoge raad voor toerisme en de technische comités hebben evenwel zitting op geldelijke wijze zolang hun hernieuwing niet doorgevoerd wordt."

**Art. 36.** In artikel 73 van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen wordt, in fine, een lid toegevoegd luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid worden de gebouwen waarin exclusief groepen worden ondergebracht die lid zijn van een jeugdvereniging erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of ook nog door de bevoegde overheid van elke lid-Staat van de Europese Unie, onderworpen aan de brandveiligheidsnormen vastgelegd door de Regering volgens de procedure die zij bepaalt."

**Art. 37.** Artikel 112, derde lid, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen wordt vervangen als volgt :

"Er wordt geen enkele subsidie verleend voor werken wegens schade veroorzaakt door water op een overstroombaar gedeelte van een toeristisch kampeerterrein."

**Art. 38.** In artikel 123 van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen wordt een tweede lid toegevoegd luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid, 4°, wordt geen enkel minimaal bedrag vereist voor de facturen betreffende aankopen, werken en erelonen die dienen om de basisnormen of de specifieke veiligheidsnormen te halen."

**Art. 39.** In artikel 12, vierde lid, van het decreet van 1 april 2004 betreffende de toeristische bezienswaardigheden worden de bewoordingen "en tot toewijzing van de laagste indeling" toegevoegd na de bewoordingen "tot aanvaarding".

**Art. 40.** In artikel 2, 4°, tweede lid, a), van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen wordt het woord "plaatsnaamgerelateerde" vervangen door de bewoordingen "de informatieve".

In artikel 2, 4°, tweede lid, f), van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen wordt de bewoording "informatieborden" vervangen door de bewoordingen "plaatsnaamgerelateerde markeringsstekens".

**Art. 41.** In artikel 2, 4°, tweede lid, d), van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen worden de bewoordingen "te nemen" vervangen door de bewoordingen "te volgen".

**Art. 42.** In artikel 6 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen wordt een nieuw lid ingevoegd luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid, als de vaste wandelroute deel uitmaakt van een netwerk van grote internationale wandelroutes, moet zij, om toegelaten te worden, uitsluitend voldoen aan de voorwaarden 1° en 4° bedoeld in het vorig lid."

**Art. 43.** In artikel 46 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen wordt een nieuw lid ingevoegd luidend als volgt :

"De markeringen van de netwerken van vaste wandelroutes die vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden geplaatst, kunnen in stand worden gehouden op voorwaarde dat het genormeerde teken het voorwerp heeft uitgemaakt van een ministerieel besluit tot goedkeuring op grond van de artikelen 196 en volgende van het Boswetboek."

**Art. 44.** De artikelen 36 tot en met 38 van dit decreet treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

**Art. 45.** In het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen wordt het opschrift van titel IV door het opschrift "Overtredingen en straffen" vervangen en wordt vóór artikel 36 een nieuw hoofdstuk ingevoegd luidend als volgt : "Hoofdstuk I — Administratieve geldboetes". Dit hoofdstuk bevat de volgende bepalingen :

"Art. 35bis. § 1. Degene die onrechtmatig gebruik maakt van het gewestelijk erkenningsteken, een vaste wandelroute markeert zonder machtiging of met behulp van tekens die niet overeenstemmen met de markeringen bedoeld in artikel 2 of een vaste wandelroute behoudt zonder machtiging of een wandelroute, aangegeven door tekens die niet overeenstemmen met de markeringen bedoeld in artikel 2, krijgt een administratieve geldboete die niet meer dan 10.000 euro mag bedragen.

Degene die op welke wijze ook kwaadwillig markeringen van een gemarkeerde wandelroute vernietigt, beschadigt of wegneemt, krijgt een administratieve geldboete die niet meer dan 10.000 euro mag bedragen.

Degene die een gesubsidieerde wandelkaart of routebeschrijving verkoopt tegen een prijs boven 8 euro, krijgt een administratieve geldboete die niet meer dan 2.000 euro mag bedragen.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in paragraaf 1 worden bij wijze van administratieve geldboete vervolgd behalve indien het openbaar ministerie, rekening houdend met de ernst van de overtreding, acht dat er aanleiding is tot strafrechtelijke vervolging. Strafrechtelijke vervolging sluit de toepassing van een administratieve geldboete uit, behalve in geval van seponering.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

§ 3. Een exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgemaakt aan het openbaar ministerie binnen de vijftien dagen na opstellen ervan.

Het openbaar ministerie beschikt over een termijn van vier maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om het Commissariaat-generaal voor Toerisme kennis te geven van zijn beslissing om al dan niet strafrechtelijke vervolging in te stellen.

§ 4. Indien het openbaar ministerie ervan afziet om te vervolgen of nalaat om binnen de vastgestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven of in de veronderstelling van een seponering beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme, na de overtreding in de mogelijkheid te hebben gesteld om zijn verweermiddelen voor te leggen, of er aanleiding toe is om wegens de overtreding een administratieve geldboete op te leggen.

De beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast en is gemotiveerd. Daarvan wordt kennis gegeven aan de overtreder bij ter post aangetekend schrijven, tegelijk met een uitnodiging om zich van de boete te kwijten binnen de termijn vastgesteld door de regering.

De kennisgeving van de beslissing tot vaststelling van de administratieve geldboete doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete beëindigt het optreden van de administratie.

§ 5. De overtreder die de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme betwist, dient op straffe van uitsluiting een beroep bij wijze van verzoekschrift bij de burgerlijke rechtbank in binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing. Van dat beroep richt hij gelijktijdig een afschrift aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Het beroep, evenals de termijn om het beroep in te dienen, schorten de uitvoering van de beslissing op.

De bepaling van vorig lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd.

§ 6. Indien de overtreder in gebreke blijft om de boete te betalen, wordt de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme of van de burgerlijke rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden, aan de afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt met het oog op inning van het administratieve geldboetebedrag.

§ 7. Indien een nieuwe overtreding wordt vastgesteld binnen de drie maanden te rekenen van de datum van het proces-verbaal, wordt het bedrag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, van dit artikel verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, kan niet meer getroffen worden drie jaar na het feit dat een overtreding bedoeld bij dit artikel uitmaakt.

De uitnodiging aan de overtreder om zijn verweermiddelen voor te leggen, bedoeld in paragraaf 4, eerste lid, die binnen de termijn bepaald in vorig lid wordt gedaan, stuit evenwel de verjaring.

Die handeling leidt een nieuwe termijn met gelijke duur in, zelfs ten overstaan van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De regering kan de wijze van inning van de boete bepalen."

**Art. 46.** In hetzelfde decreet wordt vóór artikel 38, het opschrift "Hoofdstuk 2 — Strafrechtelijke straffen" ingevoegd.

**Art. 47.** In hetzelfde decreet wordt vóór artikel 39, het opschrift "Hoofdstuk 3 - Toezicht en vaststelling van de overtredingen" ingevoegd.

**Art. 48.** In hetzelfde decreet wordt artikel 39, eerste lid, vervangen als volgt :

"§ 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de ambtenaren en personeelsleden aangewezen door de regering belast met het toezicht op de naleving van de regels vastgesteld bij of krachtens dit decreet. Daartoe kunnen ze bij de beoefening van hun opdracht :

1° de bijstand van de politie vragen;

2° op grond van ernstige aanwijzingen voor een overtreding, elke doorzoeking, elke controle en elk onderzoek verrichten en elke inlichting vergaren die ze noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen worden nageleefd, en meer bepaald :

a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nodig is voor het uitoefenen van het toezicht en van die verhoren processen-verbaal op te stellen die tot het bewijs van het tegendeel bewijskracht hebben;

b) zich ter plaatse elk document, stuk of titel die voor de vervulling van hun opdracht noodzakelijk is, laten voorleggen of ze onderzoeken, er een fotografisch of ander afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen."

**Art. 49.** In hetzelfde decreet wordt artikel 39, derde lid, vervangen als volgt :

"§ 2. In geval van overtreding van dit decreet of diens uitvoeringsbepalingen kunnen de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in paragraaf 1 :

1° voor elke overtreder een termijn vastleggen om zich met de wet in overeenstemming te brengen; die termijn kan slechts eenmalig verlengd worden; het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de procureur des Konings in over de getroffen schikkingen; bij verstrijken van de termijn of, al naar gelang van het geval, bij verlenging ervan stelt de ambtenaar of het personeelslid verslag op; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt het bij ter post aangetekend schrijven binnen de tien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings over;

2° een proces-verbaal opstellen dat tot bewijs van het tegendeel bewijskracht heeft; het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt dat proces-verbaal bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de procureur des Konings en aan de overtreder over binnen de tien dagen volgend op de datum waarop het opgesteld is of na verstrijken van de termijn bedoeld onder punt 1°.

Een afschrift ervan wordt in dezelfde termijn gericht aan de burgemeester van de gemeente waar de betrokken toeristische wandelroute gelegen is en, bij ter post aangetekend schrijven, aan diens beheerder en aan de vergunninghouder.”

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 50.** De subsidies toegekend op grond van het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot regeling van de toekenning van subsidies voor toeristische propaganda en van het ministerieel besluit van 6 maart 1967 waarbij regelen worden gesteld voor het indienen van de aanvragen om subsidies voor toeristische propaganda blijven onderworpen aan deze teksten.

**Art. 51.** Het onderzoek naar de aanvragen tot subsidie ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet, wordt voortgezet volgens de van kracht zijnde bepalingen vóór die datum.

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 52.** De Regering kan de bepalingen van dit decreet codificeren met de bepalingen van andere decreten die van toepassing zijn op het toerisme.

Daartoe kan ze :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de presentatie van de te codificeren bepalingen wijzigen;

2° de in de te codificeren bepalingen opgegeven verwijzingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° het opstellen van de te codificeren bepalingen wijzigen om de overeenstemming ervan te verzekeren en de terminologie eenvormig te maken zonder afbreuk te doen aan de in deze bepalingen vermelde beginselen.

De codificatie zal als volgt betiteld worden :

“Waals toerismewetboek”

Krachtens het eerste lid is de Regering ook gemachtigd om de verwijzingen naar de gecodificeerde bepalingen die in andere teksten voorkomen, aan te passen.

**Art. 53.** De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd, met uitzondering van de artikelen 36 en 52 die in werking treden de dag waarop dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 juli 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005*

Stukken van de Raad 157 (2004-2005) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juli 2005.

Bespreking - Stemming.